



Institut
EGA

Consultation stratégique

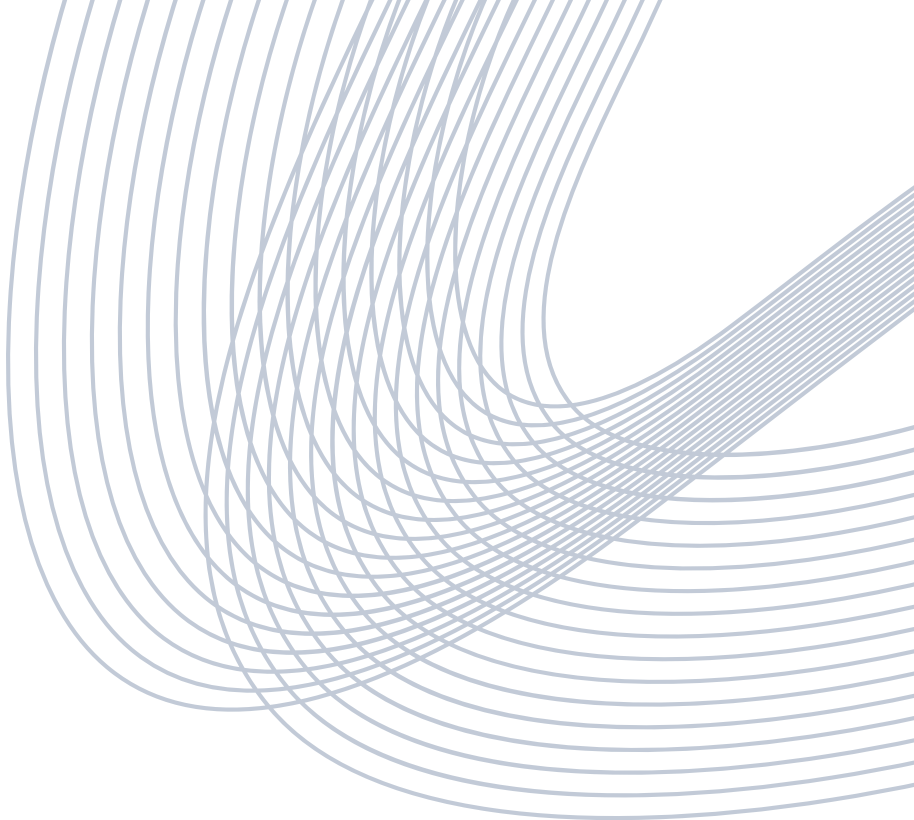
DONALD TRUMP 2025-2029 : QUELLES
PROJECTIONS ?

Par Nicolas Driouech

Directeur du département Amérique du Nord de
l'Institut d'études de géopolitique appliquée



04.12.2024



SOMMAIRE

Résumé exécutif	4
États-Unis d'Amérique 2024 : une nation polarisée	5
<i>L'Heritage Foundation</i> et <i>l'America First Policy Institute</i> : moteurs du mouvement MAGA	13
La relation transatlantique à un véritable carrefour et en proie à de profondes mutations	17
Recommandations	22

À propos de l'lega

L'Institut d'études de géopolitique appliquée (lega) est un *think tank* français de référence, fondé en 2015 et spécialisé dans l'analyse des relations internationales. Sa mission repose sur une approche novatrice qui associe la société civile, les acteurs institutionnels et la communauté scientifique afin de produire une réflexion géopolitique rigoureuse, indépendante et accessible. L'lega se distingue par son engagement en faveur de la transparence et de la diffusion des connaissances, en mettant à disposition des travaux scientifiques en libre accès, et en organisant des événements et formations ouverts à un large public.

En complément de ces initiatives, l'lega propose des consultations stratégiques exclusives, réservées à ses grands donateurs et entreprises membres. Ces documents, à la fois analytiques et prospectifs, vont au-delà du simple constat des faits pour offrir des recommandations stratégiques ciblées, permettant aux décideurs d'anticiper les défis globaux et de saisir les opportunités dans un environnement international complexe.

Ce document examine la situation politique et géopolitique des États-Unis d'Amérique à l'issue de l'élection présidentielle du 5 novembre 2024, marquée par le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche. Il met en lumière les profondes divisions qui traversent la société américaine, exacerbées par des oppositions idéologiques croissantes entre progressistes et conservateurs. Ces fractures influencent non seulement les dynamiques internes du pays, mais aussi sa posture sur la scène internationale.

L'analyse s'intéresse également aux fondements et à l'organisation de la nouvelle administration Trump, qui se distingue par une préparation accrue par rapport à son premier mandat. Cette équipe s'appuie notamment sur des organisations conservatrices influentes telles que la *Heritage Foundation*, pilier traditionnel du Parti républicain, et l'*America First Policy Institute*, acteur plus récent mais central dans l'élaboration de la vision trumpienne.

Enfin, le document explore les conséquences du retour de Donald Trump pour les relations internationales, en particulier pour l'Union européenne, confrontée à un unilatéralisme renforcé et un désengagement américain vis-à-vis de certains partenariats historiques.

Trois éléments structurants se dégagent pour comprendre cette évolution :

- Les divisions idéologiques profondes entre Démocrates et Républicains, et leur impact sur la transition politique.
- Le rôle des cercles ultra-conservateurs dans les nominations et orientations stratégiques de l'administration Trump.
- L'affirmation d'un protectionnisme et d'un unilatéralisme redéfinissant la place des États-Unis sur l'échiquier mondial.

États-Unis d'Amérique 2024 : une nation polarisée

Le 5 novembre 2024, quelque 154 millions d'électeurs américains ont rempli leur devoir de citoyen lors de l'élection présidentielle de 2024. Un scrutin quadriennal qui est intervenu au moment où les États-Unis d'Amérique semblent être au paroxysme d'une polarisation de tous les pans de la société. En premier lieu, les forces politiques n'ont jamais été aussi divisées entre elles et l'opposition n'a jamais été aussi féroce. Il y a tout juste quatre ans, l'élection présidentielle s'était terminée dans la confusion la plus totale. Les résultats extrêmement serrés dans certains États clefs comme la Géorgie puis le refus du président sortant Donald Trump de reconnaître sa défaite face à Joe Biden avaient plongé les États-Unis d'Amérique dans une crise démocratique qui n'avait plus été vue depuis l'élection de l'an 2000 et le dénouement du 12 décembre qui consacra George W. Bush face au Vice-président sortant, Al Gore. Les événements du 6 janvier 2021, ensuite, conduisirent le pays à l'abîme. Cette journée funeste, vécue en direct dans le monde entier, mit tragiquement en scène les divisions farouches qui subsistent entre deux camps irréconciliables. La réélection de Donald Trump quatre ans après sa défaite et son départ de la Maison-Blanche est, si elle est indiscutable, un signal fort pour les partenaires des États-Unis.

Fractures et polarisation sont deux termes qui s'inscrivent dans le récit d'une société américaine de plus en plus divisée sur les sujets socio-politiques. Selon une étude du *Pew Research Center*, l'uniformité idéologique a pris de l'ampleur outre-Atlantique au cours des trois dernières décennies.

Cela a des conséquences sur la vie quotidienne des Américains. Républicains et Démocrates ne peuvent plus échanger sereinement au sujet des grandes lignes politiques du pays. Cette division se traduit par un rejet de celui qui n'est pas du même bord politique. À cet effet, de nombreux sentiments négatifs se juxtaposent à propos des partisans du camp d'en face, jugés malhonnêtes, étroits d'esprit ou immoraux.

Clairement hostiles, les partis américains obtiennent la note de 4 dans ce classement des démocraties en matière de polarisation, se situant au-dessus des diverses zones européennes, de l'Océanie et de l'Amérique latine. Une aggravation de la situation puisque selon ce baromètre, la situation était bien plus apaisée pendant les années 1980, sous la présidence de Ronald Reagan, contrairement aux pays d'Europe de l'Est ou du Sud et d'Amérique latine à pareille époque. Pour résumer l'exacerbation des divisions entre Républicains et Démocrates à travers le siècle dernier, Pierre Mélandri évoque une « guerre incivile » sur presque tous les sujets, aujourd'hui, alors qu'elles « semblaient se résumer aux différences entre « bonnet blanc et blanc bonnet » dans les années 1950 ».

Les fractures politiques opposent désormais deux Amériques. Celle des villes, majoritairement démocrate (Joe Biden avait obtenu 85% des suffrages à Manhattan, 80% à Philadelphie en 2020), et l'Amérique rurale, encline à voter pour le Parti républicain de Donald Trump. Cette Amérique est la grande perdante de la globalisation, la victime de la désindustrialisation comme dans les États clefs de la Rust Belt. Elle se constitue d'une classe moyenne qui ne fait pas partie des plus précaires mais qui estime avoir été abandonnée par le gouvernement fédéral et les élites de Washington. Celle-ci voit en Donald Trump l'homme providentiel qui lui offre sa revanche sur tout un *establishment* qui semble par ailleurs rejeter le quarante-cinquième président des États-Unis.

Le bilan économique de Joe Biden, au sortir de ce qui restera comme son unique mandat, est pourtant positif. Les chiffres démontrent une amélioration du niveau de vie pour la population américaine et une augmentation significative du nombre d'emploi créés sous l'administration Biden. À cela s'ajoute une hausse du salaire médian et du PIB par habitant et, *a contrario*, une baisse du nombre de demandeurs d'emploi. Mais les inégalités sociales, véritables maux dans une société où les disparités sont importantes, condamnent l'opinion favorable que pourraient recevoir ces résultats et empêchent subséquemment les Américains de ressentir l'amélioration de la qualité de vie aux États-Unis. Il subsiste un écart de richesse important et croissant entre les groupes sociaux depuis les années 1980, période de la mise en place des politiques néolibérales de Ronald Reagan. L'augmentation de la couverture médicale et de l'assurance maladie, pourtant synonyme d'amélioration de la prise en charge des Américains, suscite toujours autant de divisions entre les progressistes, soucieux de faire valoir l'héritage de l'administration Obama et l'Obamacare, et les conservateurs, qui s'y opposent au Congrès. Ce dernier est le théâtre de nombreuses oppositions entre Démocrates et Républicains qui démontrent le renforcement des divisions au sein du système bipartisan. Contrairement à une époque révolue lors de laquelle démocrates et républicains pouvaient faire corps pour l'adoption d'un texte, en dépit de leurs désaccords idéologiques, les clivages idéologiques sont trop importants au sein des deux chambres où les membres républicains s'inscrivent plus à droite qu'auparavant pendant que les membres démocrates sont davantage à gauche.

Ce clivage a donné lieu à un sombre événement, le 6 janvier 2021, lors de l'assaut du Capitole par des partisans de Donald Trump.

À l'image de ce qui devient récurrent dans certaines démocraties (le Brésil connu en janvier 2023 un épisode dont la ressemblance avec les événements de Washington est patente), le déni du résultat par le président sortant et l'absence de reconnaissance de la victoire de son adversaire conduisit à une tentative de renverser l'élection par la force, le jour où les membres du Congrès se réunissaient pour entériner le résultat du scrutin. Les images du Capitole barricadé à la veille de l'élection de 2024 ont rappelé le traumatisme provoqué par ces événements.

La violence dans la sphère politique a pris une autre tournure à l'été 2024. En réunion publique à Butler, dans l'État pivot de Pennsylvanie, le 13 juillet, Donald Trump fut victime d'une tentative d'assassinat. Une première pour un Président depuis Ronald Reagan en 1981. Touché par un éclat de balle à l'oreille droite, le candidat Républicain, le poing brandi, avait ce jour-là harangué la foule, renforçant le climat délétère qui a régné autour de cette élection. La nouvelle façon de faire de la politique imposée par Donald Trump a également participé à exacerber les tensions. Ses propos dégradants et son omniprésence sur les plateformes numériques poussent ses partisans à l'hystérie collective.

Conséquence de la radicalisation des partisans les plus progressistes d'un côté et conservateurs de l'autre, la mouvance MAGA (acronyme de *Make America Great Again*, slogan de campagne du candidat Trump) se nourrit de ces divisions pour empiéter sur la frange historique du *Grand Old Party*. Un mouvement qui puise ses racines dans le très conservateur Tea Party, dont l'une des têtes d'affiche, Sarah Palin, avait été colistière du sénateur John McCain, candidat malheureux à la présidence en 2008. Ce rassemblement de partisans farouchement trumpistes défend des sujets comme le deuxième amendement de la Constitution ou l'interdiction de l'avortement.

Au-delà du clivage politique et du scrutin présidentiel, les États-Unis d'Amérique sont divisés sur de nombreux sujets de société. Le droit à l'avortement, les droits des minorités, la lutte contre le racisme ou encore le port d'armes, garanti par le deuxième amendement de la Constitution, sont autant de sujets qui fédèrent leurs défenseurs et divisent les citoyens. Les tensions raciales traduisent l'augmentation des crimes pour motifs haineux. Ces tensions atteignent leur paroxysme après l'assassinat de George Floyd, en mai 2020, par le sergent Derek Chauvin, à Minneapolis. Cet événement connut une médiatisation internationale à travers le mouvement « Black Lives Matter ». Est alors apparue au grand jour une Amérique du Nord divisée en deux parties, entre les soutiens du mouvement fondé entre 2013 et 2014 et les partisans de l'ordre dont Donald Trump, alors président en exercice, se faisait le porte-parole depuis le bureau ovale.

L'immigration est également source de divisions parmi les électeurs. Face à l'immigration de masse, laquelle constitue un pilier de la prospérité américaine et résulte en partie du mythe du rêve américain, les plus conservateurs s'inquiètent de l'effacement de la majorité blanche non hispanique au profit des minorités dont celle des Latinos. Les projections faites à partir du recensement (U.S. Census) laissent croire que l'addition des résidents issus des minorités donnera à des groupes ethniques et a fortiori, à des communautés qui sont aujourd'hui pointées du doigt par le candidat républicain, à l'horizon 2050, un avantage démographique conséquent.

L'un des sujets les plus clivants de cette campagne présidentielle fut le droit à l'avortement. Dans une Amérique divisée sur la réponse à apporter à cette question, la Cour suprême (majoritairement conservatrice) a annulé, en 2022, l'arrêt « Roe v. Wade », lequel autorisait l'interruption volontaire de grossesse (IVG) des femmes au niveau fédéral.

La question est, de fait, renvoyée aux États qui tranchent selon la sensibilité politique qui y prédomine. De nombreux États conservateurs ont interdit l'avortement et 13 d'entre eux ont fermé leurs cliniques. D'autres États, dans lesquels l'avortement n'est pas interdit, disposent de moins en moins de cliniques pour accueillir des patientes qui souhaiteraient interrompre leur grossesse. À l'inverse, d'autres États, plus progressistes comme la Californie abritent un nombre plus important de cliniques pratiquant les IVG. De nombreuses femmes sont dans l'obligation de changer d'État afin d'avoir accès à l'IVG. Cette géographie de l'avortement met en relief les innombrables divisions idéologiques dans la société. Il est cependant difficile d'imaginer, à ce jour, une sécession des territoires comme le souligne le philosophe Michael Walzer dans un entretien publié dans Philosophie magazine. Il est, en d'autres termes, difficile d'imaginer une guerre civile visant à scinder le pays en deux, les Américains étant selon lui « unis par leur géographie ».

Il est vrai que les États-Unis ont connu des heures plus obscures, tant le pays fut divisé pendant la Guerre de sécession (1861-1865) pour ne citer que cet événement tragique de son histoire. Certains comme Karl Vick, rédacteur en chef du TIME, évoquent un « mythe » qui grossit la perception qu'ont les Américains (et à plus grande échelle, nous-mêmes) de la polarisation et les induit en erreur sur ce sujet. Force est d'admettre, pourtant, que la société américaine n'a jamais été aussi divisée sur autant de sujets et que certains principes de la démocratie, chère aux États-Unis, sont particulièrement remis en question par le comportement du personnel politique mais plus encore, de toute une société déchirée, qui a peur d'une partie d'elle-même.

Point d'orgue de l'année électorale, l'élection présidentielle américaine a conclu une séquence annuelle où près de deux milliards de personnes dans plus de 70 pays devaient se rendre aux urnes.

Dès le mois de janvier, tous les regards se tournaient déjà vers le premier scrutin à haut risque, à Taiwan. L'éventualité d'un retour du Kuomintang au pouvoir fut rapidement dissipée par le candidat progressiste et indépendantiste William Lai, vainqueur de l'élection présidentielle le 13 janvier 2024. Ce mois de janvier marquait le début d'un long processus de l'autre côté de l'océan Pacifique, celui de l'élection présidentielle américaine. La tradition quadriennale veut que l'élection nationale, laquelle a lieu le premier mardi suivant le premier lundi du mois de novembre, débute par les caucus de l'Iowa puis par plusieurs mois de primaires au sein de chaque camp avant de désigner officiellement, à l'été, le candidat investi lors des conventions nationales de chaque parti. Cela plonge de fait le suivi médiatique de l'élection sur le temps long.

Les nombreux rebondissements qui se sont produits au cours de la campagne ont aussi attiré l'attention des observateurs à l'international. Le premier débat du mois de juin, où le président sortant était apparu comme apathique, la tentative d'assassinat dont fut victime Donald Trump le 12 juillet 2024 et finalement le retrait de Joe Biden et l'entrée en lice de Kamala Harris dans la course sont autant d'événements qui ont stimulé l'intérêt d'un grand nombre de personnes. Les enjeux internationaux constituent une raison tout aussi importante de l'engouement qui a entouré cette élection en dehors des États-Unis. La politique étrangère très transactionnelle de l'ancien président des États-Unis suscitait craintes et interrogations. Qu'en sera-t-il du soutien américain à l'Ukraine dans la guerre que lui a déclaré la Fédération de Russie ? L'élection de Donald Trump constitue-t-elle une menace pour l'OTAN ? Les États-Unis vont-ils sortir une nouvelle fois de l'accord sur le climat ?

L'atmosphère semble différente outre-Atlantique. Les chiffres de la participation à ce scrutin démontrent une baisse sensible par rapport à l'élection historique de 2020. Au 21 novembre 2024, il y avait 4,5 millions de bulletins dépouillés en moins.

Une baisse qui n'a pas joué en la faveur du parti démocrate, grand gagnant il y a quatre ans, avec quelques 7 millions de voix en moins en 2024. Donald Trump a quant à lui augmenté son total de 2020 avec 76,8 millions de voix contre 74,2 millions, chiffres qui constituent le meilleur total lors d'une présidentielle pour le parti républicain.

***L'Heritage Foundation et l'America First Policy Institute :* moteurs du mouvement MAGA**

Dans la bataille idéologique qui a opposé les Démocrates et les Républicains au cours de cette élection, de nombreux acteurs ont pris une place prépondérante, notamment autour de Donald Trump. Susie Wiles s'est affirmée comme la pièce centrale de la campagne du candidat républicain. Elle hérite du poste de Chief of Staff dans la future administration. S'agissant des cercles de réflexion proches du mouvement conservateur américain, deux institutions sont à mentionner : *l'Heritage Foundation* et *l'America First Policy Institute*. La place qu'occupent ces deux *think tanks* dans le paysage politique américain (et conservateur) diffère. Historiquement, *l'Heritage Foundation*, créé dans les années 1970, eut une influence notable sous la présidence de Ronald Reagan (1981-1989) puis lors du premier mandat de Donald Trump (2017-2021). *L'America First Policy Institute*, quant à lui, n'existait pas il y a cinq ans.

L'Heritage Foundation porte le projet 2025, un document de 922 pages contenant les réformes proposées à Donald Trump pour son deuxième mandat par l'institut et de nombreux autres organismes conservateurs. Parmi les réformes qui y sont proposées, la suppression du ministère de l'Éducation est l'une des plus commentées. La sortie de l'accord sur le climat y est aussi actée. D'autres mesures restrictives concernent les médias, lesquels verraient leur droit d'accès à la Maison-Blanche se fonder sur leur capacité à ne pas obstruer à la politique du Président Trump. Dans le contexte de la rivalité sino-américaine, TikTok et les applications chinoises seraient interdites aux États-Unis.

De manière plus générale, il prévoit une suppression du financement public dans de nombreux secteurs.

En 1981, le *think tank* avait fourni à l'administration Reagan un rapport contenant 2000 recommandations dont les deux-tiers furent « adoptées ou tentées » pendant les huit années de présidence de l'ancien gouverneur de Californie (1967-1975). En 2024, il prévoyait une restructuration de l'administration américaine en y infusant ses forces vives, républicaines et conservatrices.

Mais comme Donald Trump l'a implicitement fait remarquer à plusieurs reprises pendant la campagne, il a la volonté d'élargir le pouvoir exécutif qu'il incarnera dès le mois de janvier 2025. De fait, la *Heritage Foundation* pose les bases d'un agrandissement par son « projet 2025 » et les mesures radicales que celui-ci contient. En faisant main basse sur toutes les agences fédérales et en y licenciant tous les fonctionnaires « de gauche » comme le conceptualise le projet, Donald Trump contrôlerait la bureaucratie fédérale comme il influence le Cour suprême depuis son premier mandat et la nomination des trois juges conservateurs qui déséquilibrent *de facto* le rapport de force entre conservateurs et progressistes.

La radicalité des mesures proposées dans le « Projet 2025 » a conduit Donald Trump à prendre ses distances avec l'*Heritage Foundation* et à rejeter toute filiation lors de ses réunions de campagne. Certains membres de la future équipe gouvernementale proviennent tout de même de la *Heritage Foundation* ou y ont eu des liens. C'est le cas, par exemple, de Tom Homan, choisi pour porter le projet anti-migratoire de la future administration Trump, membre de l'organisation depuis 2022 et contributeur au « Projet 2025 ».

Moins en vue que la *Heritage Foundation*, le *America First Policy Institute* a également joué un rôle déterminant dans l'élection du candidat républicain. *Think tank* dont la ligne est très conservatrice, le *America First Policy Institute* ne cesse de gagner en influence auprès de Donald Trump.

La constitution de la nouvelle administration Trump est communiquée progressivement via les réseaux sociaux et les médias proches du président élu. Celle-ci suscite des interrogations. Des postes clefs, tel que le secrétariat à la Défense, seraient confiés à des personnalités très conservatrices et entretenant des liens étroits avec l'*America First Policy Institute*.

Dans la semaine du 18 au 25 novembre 2024, plusieurs noms ont été confirmés par les proches de Donald Trump dont celui Pam Bondi, ancienne procureure générale de Floride, au poste de procureur général des États-Unis (Attorney-general) dans le futur cabinet présidentiel. Pam Bondi, laquelle avait assuré la défense de Donald Trump lors de la première des deux procédures d'impeachment à son encontre en 2020, a pris la tête de la branche juridique du *think tank* conservateur au mois de janvier dernier.

Preuve de l'influence grandissante de l'*America First Policy Institute*, celui-ci place plus de membres dans la nouvelle administration Trump que l'*Heritage Foundation*. Une de ses membres, Linda MacMahon, devrait prendre la tête du ministère de l'Éducation. Au-delà de l'influence qu'il a sur Donald Trump et son administration à venir, le *America First Policy Institute* cherche à s'imposer de manière pérenne au sein du courant MAGA. Dans la mesure où il a pour projet de former les potentiels successeurs républicains et ultra-conservateurs, ce *think tank* apparaît comme un vivier ultra-conservateur pour les années à venir.

Donald Trump adopte toutefois une approche pragmatique dans sa direction des affaires politiques. Il est détaché de toute filiation à un organisme intellectuel et le cercle restreint qui l'entoure se résume à sa famille proche, notamment ses fils (en particulier Donald Trump Jr). Il est dès lors difficile de mesurer à quel point ces institutions, en particulier *l'America First Policy Institute*, auront une influence sur la politique du président républicain entre 2025 et 2029.

Contrairement à janvier 2017, Donald Trump s'alliera à des hommes et des femmes acquis à sa cause, sans devoir composer avec des Républicains venant d'autres bords afin de combler les brèches de son administration. Les membres du cabinet seront cette fois-ci des fidèles de Donald Trump, lesquels partagent sa vision du nouvel ordre mondial. L'installation d'organisations dans le paysage trumpiste traduit également la volonté d'institutionnaliser celui-ci.

La relation transatlantique à un véritable carrefour et en proie à de profondes mutations

Le résultat de l'élection présidentielle de 2024 conditionne la mise en place d'une nouvelle politique étrangère au sein du département d'État. Le cas de la relation avec l'Iran le souligne : acteur majeur au Moyen-Orient, l'Iran suscite diverses interprétations au sujet de la stratégie à adopter face au régime des Mollahs et les différences de traitement de ce dossier entre la première administration Trump et l'administration Biden sont patentées.

Les deux grands conflits actuels dans l'est de l'Europe et au Moyen-Orient engendrent des prises de positions différentes et nuancées dans la sphère politique américaine. La guerre entre la Russie et l'Ukraine divise la classe politique et un basculement est à prévoir lors de l'arrivée au pouvoir des Républicains. Si les Démocrates ont fait illusion en aidant militairement l'armée ukrainienne, les Républicains sont opposés à la livraison d'armes à l'Ukraine. Donald Trump envisage de geler le conflit avec, fort probablement, des concessions territoriales à la Russie. Les États européens, principalement concernés par le futur ordre de sécurité européen et l'Ukraine, victime d'une agression armée illicite en droit international, ont-ils un rôle déterminant dans les discussions qui ont d'ores et déjà implicitement commencé ?

Le brasier du Moyen-Orient suscite des positions moins irréconciliables, sans oblitérer les nuances qui ressortent du discours de l'administration Biden.

Autrement dit, les Démocrates se positionnent en faveur « d'un cessez-le-feu, de la libération des otages et de la reconnaissance de l'État palestinien », reconnaissant à Israël le droit de se défendre mais se prononçant en faveur du droit à la dignité du peuple palestinien. Très évasif sur sa ligne de conduite envers la Palestine, Donald Trump pourrait se montrer plus clément à l'égard du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu que ne l'était Joe Biden, ce qui lui donnerait plus de liberté pour poursuivre le combat sur les différents fronts où l'armée israélienne est engagée.

Outre ces conflits qui façonnent l'ordre international et la rivalité sino-américaine, la relation transatlantique avec l'Union européenne, partenaire historique de Washington jusqu'au tournant vers le Moyen-Orient des années 1990-2000 et au pivot vers l'Asie orchestré par l'administration Obama, demeure mise à l'épreuve par le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche. Dans Géopolitique de la puissance américaine, Laurence Nardon s'interroge sur la fiabilité de l'allié américain envers la puissance européenne. Cette interrogation se nourrit, entre autres, de la priorité donnée à l'Indopacifique depuis la présidence de Barack Obama et renforcée sous Joe Biden.

Une nouvelle administration Trump pourrait renforcer cette négligence dont fait déjà preuve Washington à l'égard de Bruxelles et de son hostilité envers le lien transatlantique. La victoire des Républicains lors des différents scrutins du 5 novembre 2024 plonge l'Union européenne dans le doute tant le projet trumpiste est éloigné de l'agenda européen dans de nombreux domaines cruciaux tels que le climat, la défense et le commerce.

À l'évidence, la relation entre Bruxelles et Washington pourrait se détériorer davantage compte tenu des mesures que souhaitent mettre en place les Républicains après leur arrivée au pouvoir, le 20 janvier 2025.

La future administration multipliera les droits de douane afin de « sanctionner » l'Union européenne pour le déséquilibre qui existe dans le schéma imports-exports. La France avait déjà subi ce type de barrière contre ses exportations de vins lors du premier mandat de Donald Trump. Ce dernier souhaite désormais instaurer une taxe de 10 à 20 % sur les biens fabriqués à l'étranger, dans la lignée de sa stratégie et de son paradigme « America First ». Ces mesures paralyseraient le commerce entre l'Union européenne et les États-Unis, ces derniers étant le principal client de Bruxelles.

La remise en cause de l'aide à l'Ukraine et le rapport des États-Unis avec l'OTAN préoccupent les puissances européennes. Donald Trump juge que les 80 milliards de dollars alloués à l'Ukraine depuis 2022 ne jouent pas en faveur du processus de paix qu'il souhaite instaurer entre Kiev et Moscou. Des membres républicains du Congrès estimaient, en janvier 2023, que l'argent transféré à l'Ukraine pourrait servir dans l'endiguement de l'expansion chinoise dans l'Indopacifique, véritable priorité de Washington.

Nombreux sont ceux qui encouragent l'Union européenne à développer une puissance autonome, en particulier au plan militaire. Au même titre que les États-Unis, celle-ci devra se concentrer sur une remontée en puissance de ses moyens industriels et technologiques, un soutien renforcé à l'Ukraine et une capacité à offrir une alternative aux pays du « grand Sud ».

La commission européenne a mis en place une équipe travaillant sur différents scénarios afin d'anticiper les décisions commerciales de Donald Trump et du vice-président élu, James David Vance.

L'Union européenne devra entreprendre les efforts nécessaires à son autonomie sur un échiquier géopolitique où elle sera livrée à elle-même face à l'unilatéralisme trumpien, la montée en puissance des mouvements pro-russes en Europe de l'est et les ambitions hégémoniques de la République populaire de Chine.

À la lecture de tous ces éléments, une période d'incertitude s'ouvre pour l'Union européenne. Pour ne pas subir un déclassement irréversible et une situation sécuritaire à son désavantage, le renforcement de la cohésion entre États membres de l'Union européenne est un impératif.

En 2023, Emmanuel Macron a missionné Jean-Yves Le Drian, ancien ministre des Armées et ministre de l'Europe et des affaires étrangères, comme envoyé spécial pour le Liban. Sa feuille de route incluait la contribution à l'élection d'un président au Liban. Jean-Yves Le Drian avait donc pour mission d'entretenir un contact informel avec l'aile politique du Hezbollah, la France étant l'un des rares pays à y maintenir des contacts.

Sur le plan militaire, la France joue un rôle certes plus limité que les États-Unis ou la Grande-Bretagne, mais a tout de même contribué, en avril et en octobre 2024, à la défense antiaérienne d'Israël, notamment grâce à sa base militaire en Jordanie. À ce jour, la France est encore réticente à s'engager dans une défense antimissile coûteuse. Des lignes de fracture sont à relever au sein de l'Union européenne, à l'instar des choix allemands d'acquérir les Arrow 3. La France est désormais confrontée à un choix stratégique déterminant : développer un système national coûteux ou bien s'intégrer dans l'architecture israélo-américaine.

La France a un rôle relativement modeste par rapport à d'autres partenaires commerciaux en matière de livraisons d'armes. Les exportations d'armement sont soumises à des contrôles stricts. Les États-Unis demeurent les principaux fournisseurs d'armes à Israël et la France se limite à exporter, dans le cadre de partenariats industriels, des systèmes de haute technologie et des composants pour des systèmes d'armements

S'adapter à un unilatéralisme renforcé

Les membres de l'Union européenne doivent investir davantage dans des capacités militaires, énergétiques et technologiques propres pour contrer les effets du désengagement américain.

Anticiper l'influence des cercles ultra-conservateurs

Suivre de près les nominations clés dans l'administration Trump, notamment dans les domaines de la sécurité nationale, du commerce et de la justice, pour anticiper les orientations politiques et maintenir un lien direct avec les acteurs institutionnels ainsi que les think tanks influents aux États-Unis.

Éviter une dépendance à court terme

Intégrer l'instabilité politique américaine dans les calculs stratégiques et privilégier des plans à long terme indépendants des cycles électoraux.

Faire face à une politique commerciale protectionniste

Intensifier les négociations commerciales intra-européennes et intercontinentales pour compenser les restrictions potentielles des échanges transatlantiques puis renforcer les capacités européennes à répondre aux politiques protectionnistes via des instruments tels que des taxes compensatoires ou des fonds de soutien aux industries touchées.



Institut EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2024.

Institut d'études de géopolitique appliquée
121 rue du Vieux Pont de Sèvres 92100 Boulogne-Billancourt
Courriel : secretariat@institut-ega.org
Site internet : www.institut-ega.org